

## LA CORRUPTION EN BULGARIE : CONSTRUCTION ET USAGES D'UN « PROBLEME SOCIAL »

Nadège Ragaru<sup>\*</sup>

**Une version abrégée de ce texte a été publiée dans Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes*, Paris : L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 2003, p.41-82.**

Il y a quelques années encore, nul n'aurait songé à voir dans la corruption l'un des principaux facteurs explicatifs des dérapages de la transition en Bulgarie. Lorsqu'il s'agissait de diagnostiquer les causes du « retard » dans le passage à l'économie de marché, l'accent était mis sur les jeux de pouvoir entre élites communistes et formations issues d'une dissidence tardive. Manque d'expérience en matière de réformes, affrontements interpersonnels et pesanteurs de l'héritage communiste étaient placés au fondement de performances inférieures à celles des « bons élèves » polonais ou hongrois. En un temps remarquablement court, cette grille de déchiffrage a été reléguée au second plan, derrière des analyses faisant de la corruption un défi majeur à l'ancrage de la démocratie et au développement durable. Le propos est étonnamment consensuel : on le rencontre dans les évaluations du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), comme dans celles de l'OCDE, du Conseil de l'Europe ou de l'Union européenne (UE) dont chaque rapport annuel d'évaluation des réformes dans les pays candidats souligne, depuis 1999, le niveau préoccupant de la corruption. Sur la scène intérieure, la classe politique semble s'être d'ailleurs convertie sans peine au nouveau schéma interprétatif : c'est ainsi autour du thème de la lutte contre les atteintes à la probité publique que l'ancien roi, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, a fait campagne et remporté les élections de juin 2001<sup>1</sup>.

---

<sup>\*</sup>Nadège Ragaru est politologue, chercheuse à l'IRIS et rédactrice en chef de la *Revue internationale et stratégique*.

Comment comprendre qu'en l'espace de quelques années, la corruption ait été propulsée au rang de « problème social » majeur, voire érigée en symbole des errements de la transition ? En formulant ainsi la question, il ne s'agit nullement de nier l'existence de pratiques corrompues en Bulgarie, et plus largement, dans l'ancien bloc communiste. Sur fond de structures étatiques fragilisées par le démantèlement des institutions socialistes et les incertitudes du passage à une économie de marché, la privatisation massive des moyens de production a assurément encouragé l'usage de biens publics à des fins privées. Dans l'espace balkanique, les incidences de ces mutations ont été aggravées par les conflits en ex-Yougoslavie et les embargos internationaux - un environnement favorable au développement d'activités illicites. Pour autant, la présente analyse n'entend pas fournir une nième explication des origines de la corruption en Bulgarie<sup>2</sup>. Sa finalité est plutôt de mettre en lumière la façon dont le thème – dont le contenu, on le verra, excède souvent le champ des seules pratiques corrompues – est parvenu à occuper une place prépondérante dans le débat public. C'est donc de visibilité sociale et de mise sur agenda qu'il sera question ici. On sait, depuis les travaux de Murray Edelman<sup>3</sup>, qu'un « problème social » est fondé à partir d'une situation préoccupante dont la formulation divise des acteurs politiques et sociaux en concurrence. L'étude de la mise en forme des enjeux semble fondamentale pour comprendre le phénomène, ainsi que les réponses qui lui sont apportées.

En l'occurrence, l'hypothèse que nous allons développer au sujet de la Bulgarie post-communiste est que le « problème » corruption s'est forgé au point de rencontre entre les effets d'exportation d'une thématique devenue sensible au sein de la communauté internationale (Etats occidentaux comme organisations internationales), l'action d'entrepreneurs politiques à qui la stigmatisation de l'appropriation privée de ressources publiques a fourni un support d'énonciation de l'adversité politique et la recherche, par une gamme d'acteurs sociaux plus large, de clés explicatives des dynamiques politiques et sociales de l'après-1989. Ouverte à une pluralité de signifiés, la notion a en quelque sorte servi à mettre en mots des préoccupations sociétales faiblement articulées sur le marché bulgare des idées politiques. A travers la thématique de la corruption, c'est dès lors tout le travail d'élaboration du récit des changements post-communistes que l'on peut voir à

---

<sup>1</sup>Pour plus de détails, se reporter à Ragaru, Nadège, « La Bulgarie. En quête d'un sauveur », *Le courrier des pays de l'Est*, n°1016, juin-juillet 2001, p.34-50.

<sup>2</sup>Pour une mise en perspective (normative) des causes et formes de la corruption en Bulgarie, voir les travaux de l'organisation non gouvernementale de Peter Eigen, Transparency International (TI), *Corruption in Contemporary Bulgaria*, Sofia, 1998, sur Internet à l'adresse : <http://www.transparency-bg.org/eng/index.html>. Une synthèse des principales mesures de lutte contre la corruption adoptées depuis 1997 peut être trouvée dans « Corruption in Transition : The Bulgarian Experience. A report by the Bulgarian Working Group for the Partners in Transition II Conference, 2001 », USAID Partner Conference, Sofia, 2001, sur Internet à l'adresse : [http://www.nobribes.org/Documents/Bulgaria\\_USAIDPartners\\_fulltext\\_01.htm](http://www.nobribes.org/Documents/Bulgaria_USAIDPartners_fulltext_01.htm)

l'œuvre, alors que personnel politique et citoyens ordinaires s'emploient à tisser de nouveaux réseaux de signification en réponse au bouleversement, depuis 1989, des catégories utilisées pour penser le politique et la société.

Cependant, comprendre la constitution de l'enjeu public ne constitue qu'une première étape. Il importe au moins autant de cerner les incidences politiques de cette entreprise et, singulièrement, son impact sur les rapports entre dirigeants et dirigés. En effet, le savoir conventionnel incite à voir dans la corruption un instrument de fragilisation des nouvelles démocraties est-européennes par décrédibilisation des élites politiques. Au fondement des programmes de prévention et de répression des atteintes à la probité publique réside la conviction selon laquelle l'absence de sanction morale fait le lit de la corruption. Exposer les pratiques existantes et sensibiliser l'opinion publique devraient donc accroître l'efficacité des politiques publiques. Par suite, la mise en visibilité des pratiques délictueuses est présentée comme contribuant, fût-ce indirectement, au renforcement des démocraties émergentes.

Ces postulats – on s'emploiera à le démontrer - peuvent être sujets à caution. Premièrement, il semblerait que le succès rencontré par la notion de corruption ne tienne pas à ce qu'elle fournirait une description exacte des pratiques corrompues. Si le terme a obtenu la faveur des électeurs, c'est plutôt parce qu'il est parvenu à offrir un schéma interprétatif simple et convaincant des logiques sociales induites par la chute du communisme. Dès lors, il serait erroné de voir dans la diffusion, au sein de l'opinion, de la thématique de la corruption une preuve de mobilisation citoyenne accrue. C'est plutôt de quête de sens dont il est question. Deuxièmement, certains effets pervers d'une stigmatisation de la corruption retiennent l'attention : il est possible que l'existence de réseaux corrompus ait contribué à entamer la confiance des citoyens dans les règles du jeu économique et dans leurs élites politiques. Il est en tout cas certain que la généralisation de discours sur la corruption a durablement fragilisé le lien politique en Bulgarie. D'abord symptôme, la dénonciation s'est progressivement muée en facteur de crise, ouvrant la voie à la recherche d'une issue populiste et à un désinvestissement politique.

Pour mettre en évidence ces dynamiques, on commencera par retracer le cheminement qui a conduit la corruption au cœur du débat public bulgare, en soulignant à l'occasion le poids des facteurs domestiques et internationaux. Ensuite, ce sont la mise en résonance sociétale du « problème » et ses réappropriations par les entrepreneurs politiques qui seront décryptées. Comme on le verra au terme de l'analyse, ce travail de construction

---

<sup>3</sup> Voir Edelman, Murray, *Constructing the Political Spectacle*, Chicago : Chicago University Press, 1988, 137 p.

de sens n'a pas été sans incidences sur les (re)définitions des rapports entre responsables politiques et citoyens en Bulgarie.

## I – La corruption comme enjeu public : histoire d'une mise sur agenda

### 1. Une montée en puissance dramatique : les années 1997-2001

En Bulgarie, avant 1997, le thème de la corruption était loin d'avoir la popularité et l'audience qu'il allait acquérir par la suite. Non que la corruption comme ensemble de pratiques n'ait existé auparavant : dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le législateur bulgare avait entrepris d'inscrire dans le code pénal les activités relatives au *podkupničestvo* (acte de donner ou de recevoir des pots-de-vin) et de les sanctionner par la loi<sup>4</sup>. Pendant la période soviétique, singulièrement à partir des années 1980, la contestation du pouvoir du secrétaire général du Parti communiste bulgare (PCB), Todor Živkov, et de ses proches s'était par ailleurs appuyée sur la mise à jour de pratiques népotiques et d'appropriation privée des ressources publiques. A cette occasion, le terme de *korupcija*, d'origine latine, avait été employé<sup>5</sup> ; il devait l'être de nouveau en novembre 1989, quoique timidement, au cours des manifestations organisées pour célébrer, à Sofia, la chute du dictateur<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Les infractions et délits relevant de la corruption ont continué à être traités, en Bulgarie, sur la base du code pénal ottoman jusqu'en 1896, date à laquelle un nouveau code a réglementé le statut d'agent de la fonction publique. La première loi traitant directement de la corruption est adoptée en 1894 – *Zakon za predsledvane na nezakonno obogatenite činovnici* [loi sur la poursuite des membres de la fonction publique enrichis de manière illégale]. Le terme de *korupcija* fait son apparition juridique dans un décret-loi de 1934. Voir Elenkov, Ivan, « Iz istorijata na pravnoto tretirana na narušenijata i prestāplenijata, okačestvimi kato korupcija v Bālgarija (XIX-XX v.) » [De l'histoire du traitement historique des infractions et des crimes traités relevant de la corruption en Bulgarie (XIX-XX<sup>ème</sup> siècle), sur Internet à l'adresse : <http://www.transparency-bg.org/bul/index.html>]

<sup>5</sup> L'une des affaires les plus célèbres concerne la série d'articles publiée en 1987 dans *Rabotničesko Delo*, le quotidien du parti, par le journaliste Georgi Tambuev. Intitulée « La corruption faite pouvoir » [*Korupcijata oblečena vāv vlasti*], cette série avait valu à son auteur d'être exclu du Parti communiste et licencié. En 1990, G.Tambuev devait être élu député de la Grande Assemblée nationale (constituante) sur les listes du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-PCB). Réélu en 1991, il était membre de la Commission contre la corruption dans les hautes sphères du pouvoir [*Komicjata po korupcijata vāv visšite ešeloni na vlastta*]. Pour de plus amples détails, voir Tambuev, Georgi, *Korupcijata oblečena vāv vlast* [La corruption faite pouvoir], Sofia : Hristo Botev, 1999, 446 p.

<sup>6</sup> La *korupcija* figure dans l'un des 237 slogans brandis par les protestataires de la cathédrale Alexandăr Nevski, le 18 novembre – « Assez de corruption ! Prenez-leur leurs millions » [*Stiga korupcija ! Vzemete im milionite*] ; on le rencontre aussi à deux reprises (sur 137 slogans) le 13 décembre 1989, lors de la protestation organisée par le Parti communiste bulgare (PCB) afin de contrer les dissidents entré en politique dans le cadre de l'Union des forces démocratiques (UFD). Voir Petrov, Angel, *Lozungāt. Bālgarināt izleze na ploštadite* [Le slogan. Les Bulgares descendent dans la rue], Sofia : Izdatelstvo n Bālgarskata Akademija na Naykite, 1994, 133 p.

Pour l'essentiel, cependant, la dénonciation se limitait à deux aspects : d'une part, l'existence d'un cercle de privilégiés autour de Živkov et, d'autre part, les détournements de fonds et la création de sociétés commerciales à l'étranger pour financer l'exportation de la révolution socialiste – une pratique dénoncée dans le cadre de la *perestroïka* bulgare. Revenait, aussi, sous forme de leitmotiv, un appel à la restitution des « millions volés » au peuple bulgare. En fait, à la notion de *korupcija*, d'usage plutôt savant et limité, on préférait alors celle de *podkup* (littéralement, pot-de-vin) ou de *dalavera* (accord commercial louche, magouille – d'usage populaire). Pourtant, ni l'une, ni l'autre n'ont été mises au service d'un schéma explicatif global de la transition semblable à celui que le discours sur la corruption produira après 1998.

Les prémices d'une redéfinition de la hiérarchie des enjeux publics apparaissent en 1996. La Bulgarie vit alors sous le gouvernement socialiste de Jean Videnov, un jeune apparatchik imprégné d'idéologie communiste. Autour de lui gravite ce que les media appelleront un « cercle d'amis » (*prijatel'ski krąg*), en référence aux holdings financiers créés par des représentants de l'ancienne nomenklatura communiste et de la sûreté d'Etat bulgare (*dăržavna sigurnost*) et soupçonnés de multiplier « mauvaises dettes », délits d'initiés et abus de confiance. En pleine crise sociale, l'appropriation de ressources publiques par des acteurs sociaux jouissant d'un épais portefeuille de relations politiques attire l'attention des journalistes, qui dévoilent l'existence de structures politiques « parallèles », adossées aux anciens réseaux du Parti, assurant la concentration des bénéfices des réformes entre une poignée d'anciens « lutteurs » (*borci*, les sportifs bulgares, souvent associés par le passé aux structures de la sûreté d'Etat) et de managers communistes. Ce conglomérat d'acteurs liés à l'économie grise reçoit, dans les media, le qualificatif de « mafia rouge » (*červanata mafia*)<sup>7</sup>. L'expression est reprise lors des manifestations de janvier 1997, qui forcent le gouvernement socialiste à la démission (4 février) et conduisent à la tenue d'élections anticipées (19 avril)<sup>8</sup>. En bulgare, elle évoque un lien interpersonnel, mais comporte également une charge politique : jusqu'alors, le terme de « mafia » a été principalement employé au détour d'analyses sur le crime organisé en Russie. En l'appliquant aux ex-communistes bulgares, journalistes et entrepreneurs politiques entendent suggérer la force

---

<sup>7</sup> Le rouge est la couleur du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste). Le bleu représente l'Union des forces démocratiques (UFD, centre-droit).

<sup>8</sup> Sur la mobilisation de janvier 1997, voir Ragaru, Nadège, « Sofia. Dérision et révolte », *Transeuropéennes*, n°10, juillet 1997, p.89-97. Les slogans des manifestants ont été méticuleusement collectés et présentés dans Jordanova, Ljubima (dir.), *Ot lumpena do graždantina* [Du statut de marginal à celui de citoyen] Sofia : Bulteks, 1997, 243 p.

des relations de dépendance qui lieraient la nomenklatura bulgare revenue aux affaires en décembre 1994 à l'ancien « grand frère »<sup>9</sup>.

Lancée dans le sillage de l'effondrement social et de la crise politique de 1996-1997, la problématique de la *korupcija* s'impose véritablement à partir de la seconde moitié de l'année 1998, tout en connaissant une progression régulière jusqu'en 2001 : en septembre 1999 - soit trois mois avant un remaniement gouvernemental visant à exclure des figures compromises dans des affaires de corruption -, elle n'occupe encore que la cinquième place parmi les sujets qui préoccupent les Bulgares avec 30,0% de réponses positives, loin derrière la criminalité (63,0%), le chômage (56,0%), les prix à la consommation (45,0%) et la santé (37,0%)<sup>10</sup>. En moins d'un an, la corruption grimpe à la troisième place, 56% des Bulgares se déclarant désormais concernés. Le paroxysme est atteint en avril 2001, peu avant l'ouverture de la campagne électorale pour les législatives de juin : à cette date, 66,0% des enquêtés réclament des « mesures plus dures » (*strogi merki*) contre la corruption. La lutte contre la criminalité est vue comme une priorité par 79% des enquêtés. Une telle trajectoire - remarquable - appelle quelques explications.

## **2. La genèse du « problème » : une rencontre entre organisations internationales, fondations occidentales et ONG bulgares**

Délits d'initiés, abus de confiance et concussion n'apparaissent pas en 1996-1997. Dès 1989, l'adoption du décret 56 autorisant la transformation du statut juridique des entreprises d'Etat a ouvert la voie aux « privatisations sauvages ». Profitant du vide juridique et de la capacité limitée de sanction de l'Etat, les représentants de l'ancienne nomenklatura économique qui jouissaient de contacts avec des entrepreneurs occidentaux s'approprient les anciens fers de lance de l'industrie bulgare. Les prêts entre amis, jamais remboursés, se multiplient jusqu'à la crise financière de l'automne 1996, qui entraîne la faillite de plusieurs banques privées<sup>11</sup>. La nomination d'hommes de confiance au conseil d'administration des

---

<sup>9</sup> Une bonne illustration de la convergence entre dénonciation des détournements de fonds des années 1994-1997 et stigmatisation du rôle de Moscou et de ses affidés bulgares peut être trouvée dans l'ouvrage de Tošo Pejkov, *Kraxăt. Zapiski po Bălgarskite reformi*, [Le krach. Notes sur les réformes bulgares], Sofia : Ogdalalo, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1996), 671 p.

<sup>10</sup> Ces chiffres proviennent d'enquêtes réalisées par l'institut de sondage bulgare, *Alpha Research*, et ont été fournis à l'auteur par Boriana Dimitrova, directrice de l'institut.

<sup>11</sup> Sur les « bad debts » et la crise financière de 1996 en Bulgarie, voir Caprio, Gerald et Daniela Klingebell, « Bank Insolvencies : Cross-Country Experience », *Policy Research Working Paper*, 1620, 1996, Washington : The World Bank, 60 p., ainsi que Organisation for Economic Co-operation and Development. *OECD Economic Surveys : Bulgaria 1998-1999*, 1999(9), 111 p. En bulgare, les bénéficiaires de ces prêts non remboursés sont connus sous le nom de « millionnaires du crédit » [*kreditni milioneri*].

grandes entreprises publiques est pratique courante avant 1996. Elle permet de siphonner, à l'entrée comme à la sortie, les ressources des conglomérats dont le déficit est pris en charge par l'Etat. Une partie des fonds illicites est ensuite redistribuée à divers « protecteurs » politiques et sert notamment à financer les partis politiques. En parallèle, les embargos à l'encontre de l'ex-Yougoslavie (imposés à partir du 30 mai 1992) nourrissent un important trafic frontalier, qui mobilise une gamme assez large d'acteurs corrompus : agents des douanes, fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, députés, membres du gouvernement<sup>12</sup>.

Comment comprendre, dans ces conditions, que le « problème » n'ait pas été formulé plus tôt ? C'est que son lancement bénéficie d'un contexte international favorable : depuis le début des années 1990, en effet, au sein des organisations internationales et dans le milieu des ONG occidentales, la corruption est devenue sujet sensible<sup>13</sup>. En 1997, avec l'adoption par l'OCDE d'une Convention sur la corruption, un seuil est franchi dans la globalisation du discours sur ce thème<sup>14</sup>. La suspension, par le FMI, d'un prêt à destination du Kenya pour cause de « mauvaise gestion » et de « corruption » en juin 1997 étend pour sa part l'argumentaire de l'économie vers le politique : dorénavant, il n'est pas un programme d'aide ou d'encouragement à la société civile qui ne stigmatisera le « fléau », présenté comme un obstacle majeur à l'établissement de démocraties économiquement viables.

Dépendante de l'assistance internationale, en route vers l'intégration européenne, la Bulgarie ne pouvait manquer de devenir un champ d'intervention privilégié pour les chantres de la lutte contre la corruption. En mars 1997, le gouvernement d'intérim de Stefan Sofianski négocie un accord de stand-by avec le FMI d'un montant de 510 millions de dollars,

---

<sup>12</sup> Ces processus sont finement décrits dans Stanchev, Krassen, *Political Implications of Corruption : Bulgaria*, Sofia : Institute for Market Economics, 2000 (manuscrit), 26 p. L'auteur y souligne le rôle des déficiences de la régulation législative dans l'encouragement à la corruption : la première loi sur les marchés publics est adoptée en janvier 1997, mais n'entrera en application qu'en juin 1999, dans une variante sensiblement amendée ; de même, il faut attendre novembre 1996 pour que soit légiféré l'octroi de concessions. L'offre de services de protection privée ne commence à faire l'objet d'une régulation étatique qu'en 1994 (ordonnance 14 du 25 mars 1994 du ministère de l'Intérieur). C'est en 1997 que les autorités bulgares exigeront l'enregistrement des firmes exerçant une activité dans le secteur de la protection et introduiront un régime de licences.

<sup>13</sup> A ce sujet, se reporter à la contribution de Chevallier, Jacques : « Lutte contre la corruption et loyauté dans les relations internationales ». In Laroche, Josepha (dir.). *La loyauté dans les relations internationales*, Paris : L'Harmattan, 2001, p.185-213, ainsi qu'à Krăstev, Ivan, « Strannoto (pre)otkrivane na korupcijata » [L'étrange (re)découverte de la corruption], In : Krăstev, Ivan (dir.), *Pod Linija. Socialnite nauki i drugijat vek*. [Dans la marge. Les sciences sociales et l'autre siècle]. Sofia : Centăr za liberalni strategii et Fakel Ekspres, 2001, p.78-107.

<sup>14</sup> Cette Convention (*OECD Convention on Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions*) est entrée en vigueur le 15 février 1999. Le texte est disponible sur Internet à l'adresse : <http://www1.oecd.org/subject/bribery/oecdconv.htm>. Ce document, comme l'ensemble des textes internationaux réglementant la corruption, a été publié en Bulgarie avec le soutien du Conseil de l'Europe. Voir Koalicija 2000, *Meždunarodni aktove za protivodejstvie na korupcijata* [Actes internationaux pour la lutte contre la corruption], Sofia : Informacionen centăr na Săveta na Evropa [Centre d'information du Conseil de l'Europe], 1999.

complété par une aide extraordinaire de 147 millions de dollars<sup>15</sup>. A cette occasion est décidée la création d'un directoire monétaire - opérationnel à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997 – censé appuyer les efforts de stabilisation macroéconomique du pays, au sortir de l'hyperinflation de janvier-février 1997. Le pouvoir bulgare est attentif à se conformer aux exigences de ses nouveaux bailleurs de fonds, le FMI et la Banque mondiale, car il espère gagner le droit d'accéder aux marchés financiers internationaux, dont il a été exclu de 1990 à 1995 pour avoir suspendu le remboursement de la dette extérieure en mars 1990. La commission européenne, également, pèse en faveur de l'adoption d'un cadre législatif fermant la porte aux activités corrompues. Signataire d'un accord d'association avec Bruxelles en novembre 1993 (ratifié en décembre 1994), la Bulgarie a officiellement déposé sa candidature à l'Union en décembre 1995. Exclue de la première vague de négociations, elle bénéficie de la stratégie de pré-adhésion décidée par les Européens lors du Conseil européen de Luxembourg (12-13 décembre 1997). Celle-ci prévoit notamment la rédaction de *Progress Reports* destinés à évaluer les progrès effectués par les candidats sur la voie de l'adhésion. Or, à partir de 1999, ceux-ci accordent une part de plus en plus marquée à la question de la lutte contre la corruption<sup>16</sup>.

Les partenaires américains et européens de la Bulgarie ne se contentent pas d'attirer l'attention des autorités bulgares sur la nécessité de décourager les activités corrompues. Ils financent le lancement d'un projet ambitieux et volontariste, connu sous le nom de *Coalition 2000*, qui joue un rôle actif dans la formulation nationale du « problème ». Ce regroupement d'ONG bulgares placé sous la houlette du Center for the Study of Democracy (CSD, un *think tank* bulgare fondé en 1990) est créé en avril 1997 avec le soutien de l'agence américaine d'aide au développement, USAID<sup>17</sup>. D'autres organisations participent à la mise en place de la structure, parmi lesquelles la Banque Mondiale et son Institut de développement économique qui fournissent savoir-faire et méthodologie, ainsi que l'ONG Transparency International<sup>18</sup>. Des relations de coopération sont également entretenues avec le Centre d'information du Conseil de l'Europe, partenaire du CSD. Enfin, le Programme des Nations

---

<sup>15</sup> Chiffres cités dans Presentâr na ministerski Sâvet, 99-te dni na služebnoto praviteslvo s ministâr Stefan Sofianski, 13 fevruari – 21 maj 1997 [Les 99 jours du gouvernement d'experts dirigé par le premier ministre Stefan Sofianski, 13 février-21 mai 1997], Sofia, 1997, p.15.

<sup>16</sup>La souscription aux exigences européennes se traduit, en décembre 1999, par un remaniement gouvernemental qui touche les ministres soupçonnés d'implication dans des affaires de corruption. Un second remaniement, en décembre 2000, obéira à des motifs similaires.

<sup>17</sup> Voir le texte de présentation *Coalition 2000 Process* sur le site Internet de la Coalition à l'adresse : <http://www.online.bg/coalition2000/eng/about.htm>

<sup>18</sup> Fondée par un ancien responsable de la Banque mondiale dans les années 1990, Transparency International cherche à sensibiliser les décideurs et les opinions publiques au « fléau » que représente la corruption. Il exerce son activité sur l'ensemble de la planète et élabore notamment des Indices annuels (Indice de Perception de la Corruption, Indice de Corruption des Pays Exportateurs) qui pèsent sur la réputation des Etats souffrant d'un mauvais classement. Voir [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

Unies pour le Développement (PNUD) se propose de financer de brefs séjours d'experts en Bulgarie et des échanges de savoir-faire.

Du point de vue du secteur non gouvernemental bulgare, il s'agit là d'une aubaine. Car les ONG locales traversent une phase délicate, après la croissance exponentielle des années 1989-1994. Profitant de l'opprobre jetée sur les structures étatiques, le secteur non-gouvernemental - perçu comme le fer de lance de la « société civile » - a bénéficié de financements conséquents depuis 1989, principalement en provenance de fondations américaines et allemandes<sup>19</sup>. Dans le sillage de l'éclatement violent de la Yougoslavie en 1991, ce sont d'abord des projets de défense des droits des minorités qui ont été financés, en raison de la présence, en Bulgarie, d'une population turque soumise à une politique d'assimilation forcée à la fin de la période communiste. Vers 1994-1995, toutefois, lorsqu'il apparaît que les Turcs de Bulgarie ne se préparent guère à alimenter une nouvelle « poudrière balkanique », l'engouement pour les questions minoritaires retombe. Entre-temps, la gamme des projets à financements occidentaux s'est élargie avec des études sur les privatisations, la réforme du secteur bancaire ou encore la pauvreté. Mais, dans le marasme de la crise économique de l'année 1996 et alors que la Bulgarie exhibe un gouvernement ex-communiste fort peu réformé, la survie du secteur ONG se pose en des termes d'autant plus sensibles que certains bailleurs de fonds envisagent de durcir les conditions d'octroi des aides, afin de limiter les risques de détournement.

Financée pour trois ans, l'initiative de la *Coalition 2000* exerce un effet d'entraînement sur l'ensemble du secteur non gouvernemental : plusieurs instituts de sondage sont mis à contribution, en particulier Vitosha Research, que dirige Alexandăr Stojanov, membre du CSD et l'un des coordonnateurs de la *Coalition*, et qui réalise pour cette dernière un Index de corruption. Le déploiement de micro-projets en province assure également la stabilité financière (au moins provisoire) à plusieurs ONG locales<sup>20</sup>. Convaincus des vertus de l'initiative, les commanditaires occidentaux décident en outre en 1999 d'étendre le modèle bulgare aux autres Etats balkaniques et chargent la *Coalition* de superviser la réalisation d'enquêtes comparatives au niveau régional.

---

<sup>19</sup> Sur le développement du secteur ONG, voir Ragaru, Nadège, « Les avatars de l'aide internationale aux Balkans », *La Revue internationale et stratégique*, 40, hiver 2000-2001, p.49-68.

<sup>20</sup> En 1998, la *Coalition* a mis en place des *Small Grants* destinés au financement de projets locaux. Deux appels d'offre ont été lancés, un en novembre/décembre 1998 et un autre en février 1999. La liste des ONG bénéficiaires apparaît en annexe du rapport *Local Anti-Corruption Initiatives*, Sofia : Center for the Study of Democracy, 1999.

L'interprétation de la corruption proposée par l'initiative est sans surprise en tant qu'elle porte le sceau de ses origines – principalement américaines - et se plaît à citer les travaux d'économistes comme Susan Rose-Ackerman<sup>21</sup>. La corruption, argumente-t-on, naît de situations de monopoles (prédominance de l'Etat dans l'économie), de pouvoir discrétionnaire (insuffisance des règles du jeu administratives et législatives) et de faible responsabilité (*accountability*). Sa diffusion est rendue possible par son statut de « crime blanc », non soumis à sanction morale publique. Une première parade suppose donc un effort pour « *sensibiliser le public à la corruption et établir des mécanismes de soutien aux efforts de lutte contre la corruption à travers une éducation du public, la promotion d'idées et la dissémination de l'information* »<sup>22</sup>. A cette fin, trois types d'activités sont entrepris - la création d'un index de perception, l'activation des relais médiatiques ainsi qu'un monitoring de la couverture, par la presse, des sujets liés à la corruption.

Une véritable stratégie de communication publique est alors déployée : non contents de diffuser dans les media les résultats des enquêtes de perception, les responsables de la *Coalition* multiplient les journées d'information, conférences de presse et séminaires auxquels sont conviés les représentants de la presse; des clips sont réalisés pour la radio et des concours de logo ou de posters organisés. En parallèle, la *Coalition* accorde des financements aux « journalistes d'investigation » qui mènent des enquêtes pouvant mettre à jour les pratiques délictueuses du pouvoir. Confrontés à la nouvelle concurrence de Vitosha Research, la plupart des instituts de sondages bulgares incluent à leur tour des questions sur la corruption dans leurs enquêtes, contribuant à la diffusion de la thématique. C'est ainsi peu à peu l'ensemble des structures dites de la « société civile » qui reprend à son compte la mobilisation contre ce nouveau « mal ».

Les effets ne se font pas attendre: en février 1999, le terme *korupcija* apparaît dans 81 contributions de presse écrite<sup>23</sup>. A la fin de l'année, le nombre a grimpé à 625. La révélation par l'ancien ministre de l'Intérieur, Bogomil Bonev, en avril 2000, de la caution que le gouvernement Kostov aurait prêté à des accords de privatisation illicites provoque une nouvelle poussée dénonciatrice<sup>24</sup>. Introduite dans le champ public, la corruption ne pouvait

---

<sup>21</sup> Il s'agit de l'auteur d'un ouvrage classique sur la corruption. Voir Rose-Ackerman, Susan, *Corruption : a Study in Political Economy*, New York : Academic Press, 1978.

<sup>22</sup> Extrait des exposés des missions de la Coalition, sur Internet à l'adresse : <http://www.online.bg/coalition2000/eng/about.htm>

<sup>23</sup> Le moteur de recherche identifie la fréquence d'usage du terme *korupcija* dans la presse quotidienne et pondère les résultats en intégrant certaines données, comme la position et la longueur des articles. Chiffres fournis par Tihomir Bezlov, Center for the Study of Democracy, Sofia, 8 mars 2002.

<sup>24</sup> Soupçonné d'avoir été payé pour fermer les yeux sur des surfacturations dans le secteur des télécommunications, le même Bogomil Bonev avait été démis de ses fonctions gouvernementales en décembre

manquer de faire l'objet d'appropriations contrastées par les représentants des principales tendances politiques. Elle reflète, tout en les influençant, les conditions de formulation de l'adversité politique.

### ***3. Les entrepreneurs politiques face à la corruption : de quelques modèles interprétatifs et usages politiques***

La comparaison entre deux élections générales, celles d'avril 1997 et de juin 2001, qui accordent toutes deux, quoique de façon différente, une large place au débat sur la corruption aide à apprécier la manière dont le thème a été politiquement formulé en Bulgarie. Lors du premier scrutin, la mobilisation est prioritairement le fait de l'Union des forces démocratiques (UFD, centre-droit), dans l'opposition depuis 1992 et à la tête des manifestations de rue de janvier 1997. En juin 2001, par contraste, l'activation du « problème » vient principalement du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), d'une part, et du Mouvement national Siméon II (MNS II), créé par l'ex-roi bulgare en avril 2001, d'autre part. Trois modèles interprétatifs se dégagent de leurs présentations<sup>25</sup>, qui permettent d'observer les logiques de différenciation partisane en Bulgarie. Surtout, ils mettent en évidence la capacité des entrepreneurs politiques à ériger cette thématique en diagnostic global des « déviations » de la transition. Par-delà les divergences d'appréciation, l'analyse révèle l'existence de traits communs puisant dans des imaginaires du social et du politique inscrits dans la longue durée.

L'argumentaire développé par l'Union des forces démocratiques en 1997 est relativement simple. Pour les leaders des « bleus », les origines de la corruption se situent, premièrement, dans l'investissement de l'appareil d'Etat et des moyens de production par les représentants de l'ancienne nomenklatura communiste et, deuxièmement, dans le retard des réformes structurelles. Entre janvier 1993 et janvier 1995, en effet, la gestion du pays a été assurée par l'économiste indépendant, Ljuben Berov (jusqu'en septembre 1994), puis par

---

1999. Quelques mois plus tard, il fonde un parti, l'Initiative citoyenne pour la Bulgarie (*Graždanska inicijativa za Bălgarija*), qui fait de la dénonciation de la corruption son principal fonds de commerce et obtient 19,3% des suffrages au premier tour des élections présidentielles de novembre 2001

<sup>25</sup> Soulignons d'emblée que l'attention porte ici moins sur les discours des experts que sur la formulation d'un diagnostic politique dans un contexte préélectoral. En ce qui concerne les analyses « savantes » de la corruption, c'est au sein de la *Coalition 2000* qu'elles ont été dans leur majorité produites. La dénonciation des pratiques gouvernementales de l'Union des forces démocratiques (UFD) par la *Coalition* après 1998 allait dissuader les leaders de l'UFD de reprendre à leur compte les interprétations des pourfendeurs de la corruption. On notera par ailleurs que plusieurs *think tanks* proches du premier ministre (Center for Liberal Strategies d'Ivan Krăstev, Center for Social Practices d'Evgueni Dajnov...) devaient dénoncer les méfaits politiques d'une « diabolisation » de la corruption par les ONG bulgares.

Renata Indžova (entre septembre et décembre 1994) – deux gouvernements privés d'une solide majorité parlementaire et dépendants du soutien des députés socialistes. Du point de vue des « bleus », ces deux expériences ont servi de façade à une concentration du pouvoir dans les mains des anciens communistes. Une ligne de continuité est ainsi établie entre les années 1993-1994 et la période Videnov (janvier 1995-décembre 1996), qui voit la formation d'un gouvernement PSB majoritaire à l'Assemblée. Dans un même élan, c'est d'ailleurs souvent l'ensemble de la période 1990-1997 qui est présenté comme dominé par les « rouges » : les leaders de l'UFD parlent alors de « sept années perdues », « sept années sans réforme », occultant au passage leur onze mois à la tête de l'exécutif – une expérience jugée peu probante par l'opinion publique<sup>26</sup>. En bref, capturée par l'ancienne nomenklatura, la transition aurait été pervertie.

Et pour cause, les communistes non réformés sont restés fidèles à leurs pratiques d'antan : comme sous Todor Živkov, ils ont dépouillé la nation de ses biens. L'expression de *pazgrabvaneto* - pillage - est récurrente dans le discours UFD pour décrire l'action du PSB. En toute occasion, un lien intrinsèque est établi entre propagation du crime et réseaux ex-communistes. On évoque les « *groupes criminels proches du PSB* », « *les pyramides et les banquiers corrompus, anciens fonctionnaires du parti et agents des services secrets du PCB, qui se sont appropriés près de 70% des dépôts des citoyens, des firmes, des municipalités et des institutions d'Etat* »<sup>27</sup>. Dans cette vision, la corruption ne constitue finalement que l'un des visages du communisme. Elle équivaut, tout d'abord, à une trahison du peuple par détournement de la volonté populaire au profit d'intérêts particularistes. En second lieu, la corruption reflète la fascination des socialistes pour le secret, les décisions de coulisse et la non-transparence. De même qu'ils ont subverti l'Etat entre 1944 et 1989, les rouges ont infiltré, pour les paralyser, les nouvelles institutions démocratiques<sup>28</sup>. Enfin, la dénonciation du « crime économique » s'alimente au registre symbolique des liens entre passé communiste et crime au sens large – dans les deux cas, c'est le même terme, *prestăplenie*, qui est employé, un terme qui, au cours de la période soviétique, servait à désigner les ennemis de la société.

---

<sup>26</sup> Voir *Izbori '97. Preizborna platforma i materialni na Obedinenite demokratični sili* [Elections 1997. Plate-forme préélectorale et documents des Forces démocratiques unies], Sofia : UFD, mars 1997, p.4.

<sup>27</sup> Voir *Izbori '97. Preizborna platforma i materialni na Obedinenite demokratični sili*, op. cit., p.4.

<sup>28</sup> Le 26 avril 2000, l'Assemblée dominée par l'UFD a adopté une loi déclarant le régime communiste illégal et « criminel ». Celle-ci précise que le Parti communiste est arrivé au pouvoir grâce à l'aide d'une « *force étrangère* » et constitue « *une organisation criminelle, tout comme les autres organisations basées sur la même idéologie, qui visent en réalité à opprimer les droits de l'homme et le système démocratique* ». Pour plus de détails, se reporter à [http://www.hri.org/news/balkans/rferl/2000/00-04-27\\_rferl.html#26](http://www.hri.org/news/balkans/rferl/2000/00-04-27_rferl.html#26)

La solution proposée par l'UFD se déduit logiquement : c'est seulement en renouvelant l'appareil d'Etat qu'il sera possible d'assainir la vie politique et économique et d'entrer dans l'ère du changement attendue depuis 1989. D'une certaine façon, lutte anti-corruption et lustration ambitionnent de traiter un même problème. En se prononçant pour l'adoption d'une loi sur la décommunisation, les bleus entendent nettoyer l'Etat d'un « virus » rouge persistant. La « pieuvre » de la mafia bulgare est, on l'a vu plus haut, à l'image de son homologue russe. Et les liens non rompus entre socialistes bulgares et communistes russes aident à comprendre le caractère supposé étranger aux mœurs bulgares des atteintes à la probité publique. L'existence même de la corruption témoigne d'une ingérence permanente d'« éléments » russes, hostiles à l'affranchissement de l'ancien satellite.

Si l'accaparement des ressources de l'Etat par les socialistes constitue le premier facteur explicatif de la dérive corrompue du pays, le second réside dans la lenteur des transformations économiques entreprises. Cet aspect de l'argumentaire UFD est cependant d'usage plus savant. Il transparaît davantage dans les documents officiels du parti que dans les déclarations des candidats en province. Le diagnostic et les prescriptions de la communauté internationale sont ici largement repris : l'excessive ingérence de l'Etat dans l'économie est dénoncée, tout comme la non-restructuration du secteur bancaire et l'absence de cadre législatif réglementant la fonction publique, la privatisation ou l'indépendance du pouvoir judiciaire. Pourtant, l'UFD se garde bien d'appeler à une « liquidation » néolibérale de l'Etat. Ce qu'elle souhaite, au contraire, est un renforcement de la capacité de régulation et de sanction du pouvoir central. En bref, le transfert de la propriété vers le secteur privé doit avoir pour contrepartie un renforcement de l'Etat, seul à même de démanteler les holdings financiers illégaux créés avec la bénédiction des socialistes. Dans la version livrée à l'électeur, cette rhétorique prend parfois la forme d'un appel à un pouvoir fort censé flatter une nostalgie populaire supposée favorable à une main paternelle autoritaire.

A la même époque, le Parti socialiste bulgare, désemparé après l'échec du gouvernement Videnov, demeure prudent dans le maniement de la notion de corruption. Dans sa plate-forme électorale, le terme n'apparaît qu'à deux reprises et encore, au détour de phrases convenues. Les socialistes se contentent de rappeler que la corruption n'est pas l'apanage d'une force politique exclusive : « *le crime et la corruption n'ont pas de couleur politique* », peut-on ainsi lire dans le texte<sup>29</sup>. L'accent est mis sur un désir de compromis qui

---

<sup>29</sup>Voir *Bădeşeto na Bălgarija. Obšt dălg i otgovornost*. [Le futur de la Bulgarie. Dette commune et responsabilité], Sofia, mars 1997.

contraste avec la « violence » du recours à la rue (les manifestations populaires) décidé par l'UFD en janvier 1997. Il faut attendre les années 1999 et 2000 pour que le problème fasse l'objet d'une présentation plus substantielle. Jusqu'alors, divisé sur le bilan des années 1989-1996, incertain quant à son futur idéologique, le PSB peine à définir une stratégie d'opposition au nouveau premier ministre, Ivan Kostov. La préparation du scrutin de juin 2001 voit, en revanche, l'ordre des rôles renversé et l'accusé se transformer en accusateur. L'articulation des critiques du pouvoir Kostov autour du thème des « leaders corrompus » donne lieu à la construction d'un second mode de déchiffrement de la corruption.

Là où les bleus soulignaient les insuffisances des réformes de marché, les socialistes mettent en avant le rôle du passage à un système capitaliste administré par une force politique « droite » (*djasna*). La question de la corruption est ici appréhendée à travers le prisme de l'enrichissement illicite de groupes sociaux destinés à incarner à l'avenir, et de manière fort injuste, la nouvelle classe fortunée. Cette association était déjà sensible en 1997 – lorsque le Parti avait conjugué les notions de spéculation (*spekulata*) et de corruption (*korupcija*)<sup>30</sup>. La crise financière avait été présentée en insistant sur les effets pervers de la spéculation dans la dissipation de l'épargne des petits déposants. Contre cet argent facile lié à la finance, le PSB entendait se prononcer « *pour une société fondée sur le travail et non sur la spéculation* ». Si la tonalité du programme électoral de 2001 se démarque très fortement de celle de 1997 – le Parti socialiste y adopte un style qui se veut neutre, technocratique, avançant des propositions argumentées qui contrastent avec la couleur, plus vive, de ses précédents textes –, l'étroite dépendance entre enrichissement privé, spéculation et développement de la corruption n'est pas moins rappelée : « *La corruption et le crime ont augmenté de façon dramatique. Les détenteurs du pouvoir ont volé la propriété, le travail et les perspectives de millions de Bulgares. (...) Ce régime a transformé la politique et son propre parti en instrument d'enrichissement personnel* », peut-on ainsi lire dans les paragraphes introductifs<sup>31</sup>.

Désormais, le capital a un nom et un défenseur, l'UFD - parti agressif, autoritaire prétendant à exercer un monopole sur la vie économique du pays. « *Chez nous, poursuit la plate-forme, gouverne un régime de parti unique corrompu. Il manipule et impose sa volonté et ses intérêts à toute la société* ». On a donc affaire à une formation qui a coupé les ponts avec ses électeurs à qui le PSB propose, par contraste, un nouveau « contrat social ». Le remède passe par une réhabilitation de la justice sociale: « *Au lieu de sacrifier des groupes*

---

<sup>30</sup> « *La spéculation et la corruption tuent l'initiative...* » indiquait la plate-forme électorale de 1997, op. cit., p.7.

*sociaux et des régions entiers – donnons un réel encouragement au développement. Face à l'enrichissement de clans choisis par le parti, renforçons des règles identiques pour tous dans l'économie et le monde des affaires»<sup>32</sup>. Contre un pouvoir qui avait choisi les siens, le Parti socialiste entend ainsi se tourner vers la majorité abandonnée et « donner une chance à chaque Bulgare »<sup>33</sup>.*

Le schéma développé par le Mouvement national Siméon II (MNS II) se situe en quelque sorte à mi-chemin entre les représentations précédemment évoquées. On y retrouve bien la dénonciation des intérêts partisans étroits, mais, cette fois-ci, la condamnation tombe non sur une seule formation politique, mais sur l'idée même de parti politique. Une dichotomie est très clairement établie entre les hommes politiques qui valorisent les allégeances partisans et ceux qui souhaitent prendre la défense de la nation, entre les partis, entités par essence corruptrices – d'où le choix d'un label de *Mouvement* - et le bon leader, soucieux du bien de son peuple. Dans son effort de construction d'un référent paternel, le MNS II n'hésite d'ailleurs pas à jouer la carte de l'autorité sachant distribuer les sanctions. Aux media, le 6 juin 2001, Siméon II déclare ainsi : « *tous ceux qui ont volé les fruits de votre travail et en particulier ceux qui se sont targués de votre confiance politique, se heurteront à la loi dans toute sa force. Et si les lois actuelles ne suffisent pas, d'autres seront introduites* »<sup>34</sup>.

A cette valorisation de la force de la loi – qui revêt, au regard de la période communiste, une connotation assez différente de celle qu'elle pourrait avoir en France – se mêle, comme dans le discours du MNSII de 2001, une idée de revanche sociale pour les plus démunis. Annonçant une lutte renforcée contre l'évasion fiscale, l'ex-roi affirme : « *Nous adopterons des mesures sans compromis : ainsi transformerons-nous en contribuables stricts et réguliers nos compatriotes les plus aisés [zamožni], qui n'ont pas eu cette habitude jusqu'à présent,* »<sup>35</sup>. L'introduction du principe d'universalité de la loi renvoie implicitement au rétablissement d'une égalité réelle entre les riches et les plus humbles. « *Il n'est pas moral,* avait lancé Siméon dès le 6 avril 2001, le jour où il avait fait part de son désir d'entrer en politique, *ni politiquement correct, que la majorité des gens chez nous – y compris dans les*

---

<sup>31</sup> Koalicija za Bălgarija, *Proekt za dogovor s izbiratelja* [La Coalition pour la Bulgarie. Projet de contrat avec l'électeur], Sofia, 2001, p.1. Sur Internet à l'adresse : <http://www.bsp.bg/elections/platofrm2001.html>

<sup>32</sup> Koalicija za Bălgarija, *Proekt za dogovor s izbiratelja*, op. cit., p.4.

<sup>33</sup> Koalicija za Bălgarija, *Proekt za dogovor s izbiratelja*, op. cit., p.4.

<sup>34</sup> Le texte de l'intervention de Siméon II est disponible sur Internet en bulgare à l'adresse : <http://www.ndsimeon2.org>

<sup>35</sup> Extrait de l'intervention précédemment citée, sur Internet à l'adresse : <http://www.ndsimeon2.org>

*villages et les petites villes - vivent, par rapport aux standards européens, dans la misère quand quelques hommes politiques nagent dans une abondance inexplicable* »<sup>36</sup>.

Cette présentation se singularise, en revanche, dans l'accent qu'elle porte sur la morale : pour les leaders du MNSII, le développement de la corruption reflète une perte des valeurs généralisée. La décennie passée a non seulement disloqué les liens sociaux, mais aussi effacé les référents religieux et familiaux qui auraient permis de contrer les effets délétères de la nouvelle valorisation de l'argent et l'affaiblissement de l'autorité étatique. Il convient dès lors de rétablir ces valeurs fondatrices en valorisant une « nouvelle morale politique » [*nov političeski mora*] – un des principaux slogans du MNSII - à laquelle la figure, honnête et prestigieuse, de l'ancien roi bulgare, prête son visage. Dans le même esprit, Siméon II ne manque jamais une occasion de souligner son attachement à la foi orthodoxe et à l'Eglise. En juillet 2001, il demandera d'ailleurs à prêter serment au parlement en présence du Patriarche Maxime.

A la lecture de ces articulations politiques des ressorts de la corruption, on ne peut manquer de remarquer, par-delà les divergences idéologiques, l'existence de repères discursifs partagés. A tous, la corruption fournit un vocabulaire dans lequel dénoncer l'injustice d'un accès à l'opulence sélectif depuis 1989. Pour l'UFD, les anciens privilégiés de la nomenklatura communiste en ont l'exclusive et il est inconcevable que ceux-ci continuent à bénéficier d'une longueur d'avance sur les citoyens ordinaires, non compromis avec l'ancien régime. Les leaders du PSB ne font, en fait, que renverser la rhétorique : injustice il y a effectivement, mais elle est le fait de représentants du « capital restitué » - le terme « *restitukite* » fait référence aux bénéficiaires des lois sur la restitution des biens confisqués par le pouvoir communiste<sup>37</sup> - et de proches du nouveau parti « monopolistique » (comprendre l'UFD). Le MNS II se rapproche de cette dernière analyse, mais sans stigmatiser la restitution. Un deuxième thème transversal concerne la présentation des partis politiques sous le jour de forces venues fragmenter la volonté populaire : le PSB comme l'UFD s'indignent que des formations sourdes à toute notion d'intérêt général mettent en avant des intérêts particuliers. Le discours du MNS II condamne de la même façon l'égoïsme partisan et l'incapacité des formations politiques à penser une reconnaissance plus globale « du peuple » et de ses intérêts.

---

<sup>36</sup> Texte en bulgare sur Internet à l'adresse : <http://www.ndsimeon2.org>

<sup>37</sup> Pendant la campagne législative de 1997, l'UFD avait promis de faire amender la loi sur la restitution pour l'étendre aux propriétés nationalisées après 1944. Ce sera chose faite avec l'adoption de la loi Lučnikov en 1997.

De fait, une étude qualitative des usages de la notion de corruption dans le discours des citoyens ordinaires montre la profondeur du vivier symbolique dans lequel les rhétoriques des entrepreneurs politiques viennent puiser. Analysant ces usages sociaux, la réflexion bifurquera vers une appréciation des formes de réappropriations sociétales du thème « corruption » et nous amènera à voir combien la fortune qu'il a connue s'ancre dans une aptitude à donner sens aux « déformations » observées depuis 1989. Ce que la corruption sert à dire, c'est notamment l'incompréhension et le ressentiment des acteurs sociaux devant les hiérarchies sociales émergentes et leur sentiment d'aliénation par rapport à des élites politiques aux préoccupations trop éloignées, semble-t-il, de celles de la société.

## **II – L'entrée en résonance avec les préoccupations sociétales : ce que parler de corruption veut dire**

Lancée à l'initiative de commanditaires occidentaux, mise au service de stratégies d'image et de différenciation par des formations politiques en concurrence, la « corruption » occupe une place croissante, entre 1997 et 2001, dans les descriptions, par les électeurs, de l'ordre politique et social né des transformations de l'après-1989. La période correspond à une phase clé dans l'appréciation des répercussions du passage à la démocratie de marché. Les années qui précèdent sont en effet années d'incertitudes et de fortunes fluctuantes. Les configurations sociales inédites sont vécues comme temporaires et potentiellement réversibles. Il suffirait qu'une « meilleure » politique soit mise en œuvre, qu'une majorité nouvelle accède au pouvoir, que la croissance reprenne... La crise sociale aiguë de l'hiver 1996-1997 et les retombées sociales décevantes de la reprise économique après 1998 vont avoir raison de ces espoirs : désormais, il apparaît clairement à tous que les nouvelles fractures sociales sont là pour durer.

Sur le plan politique, le temps est également à une lucidité douloureuse. Après avoir voté pour les réformateurs anti-communistes (1991-1992), puis pour l'ex-Parti communiste réformé (1994-1996) sans constater d'amélioration sociale sensible, les électeurs commencent à s'interroger sur ce qui, par-delà des joutes verbales virulentes, différencie réellement les offres politiques. Les notions de « droite » et de « gauche » ne font pas véritablement sens, tandis que celles d'anti- et de pro-communistes paraissent frappées d'obsolescence. C'est dans ce double contexte de frustrations sociales et de désarroi politique que la « corruption » trouve sa place dans un vocabulaire de la dénonciation : alors

que des comportements transgressifs sont de plus en plus souvent exposés par les media, la force des réactions sociétales reflète l'acuité avec laquelle se pose la question de l'accès aux ressources.

### **1. Argent, réussite sociale et « nouveaux riches » : la corruption au service d'une dénonciation des différences sociales émergentes**

A un premier niveau, ce que la corruption dit est la « perversion » des valeurs sociétales intervenue dans le sillage du démantèlement de l'économie dirigée. De l'introduction du marché était escompté un bien-être individuel accru. En lieu et place de cette promotion partagée, de larges secteurs de la société ont connu une détérioration dramatique de leur niveau de vie. Source d'inégalités nouvelles, la transition a aussi bouleversé les mécanismes de régulation des disparités socioéconomiques. Car ce sont plus largement les échelles de valeur (avec l'irruption de l'étalon « argent »), les perceptions des moteurs de la réussite sociale (l'«opportunisme» et les collusions public/privé semblent désormais plus performantes que les vertus industrielles) et, plus encore, les fondements du lien social (avec un déclassement social se traduisant, dans ces versions extrêmes, par une rupture des liens avec l'environnement amical et professionnel) qui ont été remis en cause. Une enquête par entretiens suggère plusieurs appréciations possibles du phénomène<sup>38</sup>.

*« Avec X., on se connaît très bien. Je me souviens, à l'époque, quand on était enfants, on jouait dans la cour ensemble. Après, parce que nos parents étaient voisins, on a continué à se voir souvent. Il y a quelques années, il a commencé à faire des affaires. Maintenant, on ne se voit plus. Quand il vient au village, c'est tout juste s'il se souvient de moi. Il regarde tout le monde de haut et joue les importants. Pourtant, il ne valait pas mieux que moi. Je ne sais pas comment il a réussi à entasser autant d'argent. Il a même fait construire une maison à ses parents. Tout ça, ça doit être encore des magouilles [dalavera en bulgare]. Il avait des contacts politiques. Un de ses cousins, ils l'ont fait élire député. Alors, ils ont dû s'arranger entre eux. Tu sais comment ça marche. Ils sont tous pareils.*

---

<sup>38</sup> Les témoignages cités dans les pages qui suivent proviennent d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs réalisés dans le cadre d'une recherche qualitative menée, entre mars 1999 et juin 2001, à Plovdiv (dans la ville elle-même et les villages environnants). L'objectif était d'examiner le rapport aux nouvelles élites – politiques et économiques –, les attentes de citoyens envers leurs élus et les modes d'investissement en politique envisagés afin de faire valoir les nouveaux intérêts économiques et sociaux.

*Chacun prend sa part de banica* [spécialité culinaire bulgare à base de pâte feuilletée] »<sup>39</sup>. Désabusé, ce professeur de collège originaire de Plovdiv, proche de la retraite, décrit ainsi la distension d'une amitié sous l'effet de trajectoires socioprofessionnelles divergentes. L'ancien ami, l'« égal » du système socialiste, a su profiter des changements et connu une réussite sociale fortement monétarisée. Cette présentation d'une mobilité ascendante supposée corrompue fait intervenir trois lignes de discours. A un premier niveau, est déploré le délitement de liens interpersonnels - corrélé à l'idée selon laquelle l'ami aurait été en quelque sorte altéré par sa nouvelle opulence. Or, second point, l'argent qui a bouleversé ses rapports à son environnement serait un argent sale, issu de collusions jugées illicites entre intérêts publics et privés. Enfin, transmué par l'accès à la richesse, le camarade d'autrefois semble avoir été choisi par la fortune de manière inexplicable. Est-ce parce qu'elle ne semble pas fondée sur une éthique du travail « traditionnelle » que cette dernière est perçue comme délictueuse ou parce qu'un argent trop vite gagné serait par essence corrupteur ? Le fait est que la corruption prend ici trois visages si étroitement imbriqués qu'ils semblent devoir par instant se confondre : elle est corruption fiduciaire (argent mal acquis), mais également corruption des mœurs (oubli des amis du passé et comportement hautain) et corruption de l'ordre social (fondement non méritocratique d'inégalités sociales récentes).

En entretien, cette trinité apparaît chez les personnes qui s'identifient comme « ne vivant pas très bien » ou « vivant plutôt mal » (plus de deux-tiers des interviewés) et ce, indépendamment de leur niveau d'éducation ou de leur lieu de résidence. Particulièrement prégnante dans les tranches d'âge élevées (40 ans et plus), elle imprègne aussi les réflexions des jeunes (18-30 ans), quoique certains valorisent, en parallèle, l'argent et la réussite. De façon générale, c'est la force d'un discours portraiturant les enrichissements récents comme honteusement « spéculateurs » et « pervers » qui surprend. Seule une minorité de nouveaux managers et entrepreneurs, souvent employés par des firmes multinationales en Bulgarie et généralement jeunes (moins de 40 ans), s'inscrit en porte-à-faux par rapport à ce raisonnement. Répondant à des accusations de corruption à leurs yeux injustifiées, ces patrons développent une argumentation révélatrice, en creux, des enjeux sociaux et idéologiques d'une dénonciation de l'argent sale. Témoin ce chef d'une entreprise d'import-export spécialisée dans les cosmétiques : *« De toute façon, en Bulgarie, tout le monde t'envie. Tu ne peux jamais rien faire de bien. Il faut toujours que l'on dise que tu as réussi parce que tu as des relations en politique et qu'on a arrangé tes affaires. Dès que tu as un peu, il faut qu'on te tire en arrière. Il n'y a jamais aucun stimulant. Moi, je suis honnête. Mais eux, ils sont trop marqués par le passé. Ils ne comprennent pas que les choses ont*

---

<sup>39</sup> Entretien avec D., 56 ans, Plovdiv, 17 juin 1999.

*changé et que maintenant tu ne dois pas seulement attendre que cela te tombe dans la main. (...) Moi, c'est par mon travail que j'ai réussi»<sup>40</sup>.*

Que disent ces deux témoignages, si ce n'est la difficulté à penser les clivages sociaux de l'après-1989 ? Au nivellement des classes sociales affiché par le socialisme sur fond de rhétorique égalitariste a succédé une stratification brutale inédite : comment accepter des hiérarchies qui prennent en défaut les anciennes grilles d'évaluation de la valeur individuelle ou collective ? Dans la seconde moitié des années 1990, ceux que l'on qualifie volontiers en Bulgarie de « nouveaux riches » (*novibogataži*) ont élaboré un discours de légitimation qui fait la part belle à l'esprit d'entreprise, à l'initiative individuelle et à la prise de risque. Dans ce discours, la corruption est présentée comme servant à mettre de l'huile dans les rouages au cours de la période d'accumulation primitive du capital. Mais cette rhétorique se heurte au vécu d'une majorité comme aux représentations de la réussite.

On ne saurait, en effet, prendre la pleine mesure de la perte de sens engendrée par l'introduction du marché en Bulgarie sans s'arrêter un instant sur les trajectoires de mobilité sociale qu'elle a induites. La tendance à l'accroissement des inégalités est certes commune à l'ensemble de l'ancienne Europe communiste. Mais dans un pays qui cumulait les handicaps - attermolements des réformes, spécialisation commerciale défavorable, dette élevée et environnement géostratégique instable -, elle a pris un tour particulièrement accusé : en 2002, la Bulgarie n'avait toujours pas retrouvé le niveau de PNB de 1989 et le revenu moyen par habitant se situait aux alentours de 150 dollars par mois. En parallèle, est apparue une nouvelle catégorie sociale « d'exclus » faiblement pris en charge par un Etat contraint à l'austérité budgétaire. En avril 2001, une étude commanditée par la Banque mondiale évaluait la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté à 12,8% contre 36% au plus fort de la crise économique en 1996-1997<sup>41</sup>. Mais les appréciations varient en fonction des définitions adoptées : à titre d'exemple, l'Institut national statistique bulgare estimait, lui, le nombre des « pauvres » à 69,5% en 1997<sup>42</sup>. Le panorama s'assombrit encore si l'on sait que, sur une population de 8 millions d'habitants, les actifs ne sont que de 2,7 millions alors que l'on compte 2,4 millions de retraités aux pensions souvent dérisoires.

---

<sup>40</sup> Entretien avec P., 39 ans, Plovdiv, 14 juin 1999.

<sup>41</sup> Sont particulièrement touchés les représentants des minorités (notamment tsiganes), les familles nombreuses, les chômeurs de longue durée, les populations peu éduquées et les résidents de milieu rural. Pour plus de détails, se reporter à World Bank, *Poverty Assessment Update. Bulgaria*, Washington : World Bank, 2002.

<sup>42</sup> Chiffres cités in : World Bank, *Consultations with the Poor. National Synthesis Report, Bulgaria*, Washington: World Bank, 2001, p.6.

Il existe par ailleurs entre ces données brutes et les vécus du déclassement un fossé dont seule une approche sensible aux perceptions du statut social pourrait rendre compte. Car ce sont à des formes atypiques de passage à la pauvreté que l'on est confronté, comme l'a très justement fait remarquer l'historien Bernard Lory : « *dans les Balkans post-communistes aujourd'hui, on peut posséder de la terre, un logement, un équipement électroménager, éventuellement une voiture, être habillé correctement, et pourtant être réduit à la pauvreté* »<sup>43</sup>. Logements, biens de consommation et même parfois vêtements ont été acquis pendant la période communiste et constituent les traces de ce qui fut un bien-être relatif. La « *pauvreté étrange* » se marque, elle, par « *l'absence d'argent liquide* ».

Surtout, les « nouveaux pauvres » que B. Lory décrit – une sous-catégorie au sein d'un ensemble plus diversifié, comme il a été suggéré plus haut – appartiennent à cette frange éduquée de la société qui s'est longtemps perçue, à l'Est, comme l'équivalent symbolique de la « classe moyenne » ouest-européenne<sup>44</sup>. Au début des transitions, nombreux sont ceux qui avaient vu en eux la future base sociale de l'ordre démocratique et de marché. Or ces professeurs de lycée, universitaires et autres ingénieurs de l'industrie lourde au chômage contemplant désormais avec désarroi le contraste grandissant entre leur position sociale légitime et leurs ressources effectives. Pour eux, la stratification sociale émergente, parce qu'elle est indifférente aux vertus méritocratiques, ne saurait faire sens.

L'intensité des réactions aux inégalités nouvelles que la réappropriation par le public de la notion de « corruption » révèle, doit également être comprise à la lumière du mode de constitution spécifique des échelles sociales en Bulgarie sur la longue durée. Sans entrer dans le détail d'un cheminement historique complexe, il n'est pas inutile de rappeler que les disparités sociales y sont longtemps demeurées relativement limitées : l'aristocratie a disparu après l'installation du pouvoir ottoman à la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle<sup>45</sup>, tandis que l'essentiel de la population locale, de confession orthodoxe, cultivait les terres de propriétaires ottomans. Il a fallu attendre les dernières décennies du XVIII<sup>ème</sup> pour voir apparaître une bourgeoisie marchande, aux dimensions encore modestes au moment de l'indépendance en 1878<sup>46</sup>. En dépit d'une esquisse de décollage industriel au début du XX<sup>ème</sup>

---

<sup>43</sup> Cité dans Lory, Bernard, « Ouvrir les yeux sur une pauvreté nouvelle », In : Yerasimos, Stéphane, *Le retour des Balkans, 1991-2001*, Paris : Autrement, 2002, p.164.

<sup>44</sup> Voir Lory, Bernard, « Ouvrir les yeux sur une pauvreté nouvelle », *op. cit.*, p. 167.

<sup>45</sup> C'est dans l'aristocratie allemande (les Battenberg, puis les Saxe Cobourg-Gotha) que seront recherchés les monarques du nouvel Etat.

<sup>46</sup> Sur l'histoire économique de la Bulgarie, se reporter à Lampe, John, *The Bulgarian Economy in the XXth Century*, New York : Saint Martin's Press, 1986. Certains aspects de la stratification sociale sont envisagés dans Rothschild, Joseph, *The Communist Party of Bulgaria : Origins and Development, 1883-1936*, New York :

siècle – et de l'émergence d'une strate de citoyens éduqués employés dans l'appareil d'Etat -, la Bulgarie était toujours rurale à 70% en 1944<sup>47</sup>. Or, au sein du monde paysan, la départ de la plupart des notables turco-ottomans après la guerre russo-turque de 1877-1878 et la redistribution consécutive des terres avaient prévenu l'émergence d'une structure duale (grands propriétaires terriens/ouvriers agricoles). En lieu et place, s'était imposé un modèle aux accents égalitaristes, du petit propriétaire individuel, travaillant en coopérative et entretenant avec ses voisins des rapports d'entraide. De ce point de vue, le communisme n'a fait que prolonger et renforcer un attachement à l'égalité plus ancien.

Non que la période soviétique ait ignoré les différences sociales. Mais la configuration communiste différait de trois façons au moins. Premièrement, la stratification sociale n'était pas principalement fondée sur l'argent. Au sein des économies de pénurie, c'est en terme d'accès que se mesurait l'influence sociale – accès à des denrées rares, aux bonnes universités pour ses enfants, aux voyages à l'étranger, etc. En second lieu, les « privilèges » de la nomenklatura – la strate qui disposait du tissu le plus dense de contacts – ne pouvaient être exhibés. L'égalitarisme officiel l'interdisait. Les hauts responsables du parti pouvaient certes utiliser des résidences d'été plus que confortables; mais ils ne les possédaient pas. Il n'était d'ailleurs pas rare de voir des ouvriers, infirmières, professeurs de lycée et directeurs d'entreprise d'Etat habiter le même immeuble. Entre eux, il n'était pas question d'égalité de statut, mais d'une gestion informelle des différences qui reposait très largement sur les services rendus. Ces réseaux de solidarité, tout en palliant les rigidités du dirigisme économique, assuraient une forme de redistribution sociale.

Ces trois axes – une différenciation énoncée en termes d'accès plus que de revenus, des divergences faiblement visibles et une régulation par les échanges de faveurs -, le passage à une économie de marché les a remis en question. Les « nouveaux riches » se sont lancés dans une acquisition matérielle effrénée, révélant au grand jour la béance des fractures sociales. En parallèle, l'introduction de l'argent (plus spécifiquement, la conjonction entre libération des prix et régulation des marchés par la loi de l'offre et de la demande) a

---

Columbia University Press, 1959 ainsi que dans Pundeff, Marin, « Marxism in Bulgaria before 1891 », *Slavic Review*, 30 (3), septembre 1971, p.523-550.

<sup>47</sup> A cet égard, il n'est pas inutile de lire les écrits d'un observateur étranger, le comte Robert de Bourboulon, secrétaire privé du roi Ferdinand puis grand Chambellan de la Cour, arrivé en Bulgarie en 1887. L'auteur se dit frappé de découvrir une nation où les représentants de la classe politique peinent à se différencier - en termes sociaux, comportementaux et vestimentaires - de leurs concitoyens. Voir comte Robert de Bourboulon, *Bălgarski dnevnici* [Ephémérides bulgares], Sofia : Colibri, 1995, 543 p.

dévalorisé les systèmes de faveurs<sup>48</sup>. Les mobilités sociales (et géographiques) ont sapé les rapports de réciprocité au fondement de la régulation par les services<sup>49</sup>. Et comme avoir de l'argent est devenu, pour chacun, un impératif, les faveurs revêtent à leur tour un caractère monétaire. Dans les entretiens, la frontière entre ce qui ressortit toujours de l'échange de faveurs et ce qui relève de la corruption n'est d'ailleurs pas toujours aisée à tracer : le seul fait de devoir payer ce qui était autrefois gratuit est parfois qualifié de corruption, comme dans le discours de cette retraitée de soixante-cinq ans, ancienne ouvrière dans le textile, pour qui, « *de toute façon, maintenant, où que tu ailles, ils te font payer, ils sont tous corrompus* »<sup>50</sup>.

Est-ce à dire que toute forme de réussite sociale est vouée à être considérée comme anormale et « corrompue » ? Pas si elle apparaît comme le fruit d'un travail régulier, s'insère dans un temps plus long et reste discrète. Pour l'anthropologue bulgare, Vasil Garnizov, « *les valeurs égalitaires restent prédominantes. L'inégalité n'est pas vue comme légitime. L'opulence n'est vue comme légitime que si elle est héritée, et ne se manifeste pas sous la forme d'un modèle de consommation ostentatoire* ». Le politologue, Evgeni Dajnov, poursuit : « *il semblerait que les attentes par rapport à la prospérité future et aux modèles de vie vertueuse soient typique des sociétés d'Europe du sud du début du XXème siècle – une société composée de petits propriétaires, de fermes, de marchands et de main d'œuvre* »<sup>51</sup>. De fait, l'un des piliers de la régulation sociale du début du siècle en Bulgarie résidait dans l'existence d'une contrepartie à l'enrichissement privé. La réussite d'une famille connue, respectée, supposait l'entretien de relations sociales dans la communauté et l'investissement dans des activités caritatives. Pareillement, la promotion des notables au sein des partis politiques et du pouvoir local impliquait de dispenser, au sein de son réseau, certaines largesses.

Si les puissants d'aujourd'hui sont aussi violemment dénoncés, c'est précisément parce qu'ils semblent avoir échoué à assurer la circulation des biens et l'incorporation des strates sociales défavorisées dans des réseaux de redistribution. Le lien intime qui unit

---

<sup>48</sup>Sur le fonctionnement des « faveurs » au cours de la transition, se reporter à Ragaru, Nadège, « 'Rendre service': politique et solidarités privées en Bulgarie post-communiste », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 31, janvier-juin 2001, p.9-56.

<sup>49</sup> Si les relations avec l'environnement proche – les voisins, la famille – sont les dernières à être touchées par les effets du déclassement social, le manque d'accès à l'argent dans sa version la plus extrême – ne plus pouvoir offrir un café aux membres de son réseau -, débouche parfois sur un isolement radical qui rend la survie en communauté très précaire. Ce point a été très finement mis en évidence dans World Bank, *Consultations with the Poor. National Synthesis Report, Bulgaria*, op. cit., p.26 et suiv.

<sup>50</sup>Entretien avec G. , 65 ans, Peruštica, 14 avril 2000.

<sup>51</sup>Voir Dajnov, Evgeni et Vasil Garnizov, *Politics, Reform and Daily Life. Evolution of Popular Attitudes to Key Issues in the Reform Process in Bulgaria (1993-1994)*, Sofia, Centre for Social Practices, 1997.

dénonciation des élites « corrompues » et stigmatisation des défaillances de la gestion sociale apparaît de manière encore plus nette lorsque l'on étudie le second registre de discours faisant intervenir la notion de corruption de manière privilégiée – la description du pouvoir politique et de ses détenteurs.

## **2. L'essence du politique : « tous les hommes politiques se valent, tous corrompus ! »**

Si, au sein du personnel politique, la « corruption » est avant tout brandie de façon instrumentale afin de disqualifier des adversaires politiques, dans l'opinion en revanche, le recours aux pratiques délictueuses est imputé aux élites politiques de manière indiscriminée. Pire, il est jugé quasiment consubstantiel aux pratiques politiques. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer des individualités ; non, la corruption constitue en quelque sorte le vocable idoine pour décrire l'essence même de la politique – un univers qui, avec une automaticité étonnante, pervertit chaque nouveau prétendant au pouvoir. « *Je ne sais pas ce qui leur arrive quand ils sont élus, quand ils vont là-bas* », commente ainsi un mécanicien dans la trentaine. « *Au début, quand ils partent, ils n'ont pas les mêmes idées. Mais, une fois en poste, ils deviennent tous les mêmes. Tous volent le peuple* »<sup>52</sup>.

Plusieurs thèmes transparaissent dans ce témoignage, reflets des imaginaires sociaux de la corruption en politique: en premier lieu, une ligne de démarcation très nette est établie entre « eux » - les politiques, l'Etat – et « nous », le peuple dont l'unité est magnifiée par le contraste établi avec la classe politique. C'est le franchissement de cette ligne par l'entrée en politique qui constitue le point de rupture, le moment au-delà duquel l'être-passé-en politique est irrémédiablement transmué. Entre les deux mondes, il ne saurait être question de dépendance mutuelle, ni même d'échanges. Une autonomie radicale du politique est en quelque sorte postulée au prix d'une rupture de la communication entre dirigeants et dirigés. Nous informant sur la nature du lien politique, le propos trahit aussi le regard porté sur les dynamiques internes à la classe politique : les collusions entre des acteurs avant tout intéressés à une accumulation rapide du capital – et c'est le deuxième point - ne connaissent pas de frontières idéologiques. Elles apparaissent plus puissantes que les clivages partisans. Scellées dans le secret, les alliances autorisant un partage, en cercle fermé, des ressources de l'Etat, unissent durablement leurs parties prenantes. Cette

---

<sup>52</sup> Entretien avec I., 33 ans, Plovdiv, 11 juin 1999.

solidarité a pour pendant un troisième élément, la prévalence accordée à la défense des intérêts particuliers sur le bien général.

Dans une large mesure, cette lecture, véritable leitmotiv des recherches qualitatives sur le rapport au politique en Bulgarie aujourd'hui, vient, tout comme l'interprétation des disparités sociales, se nourrir de représentations sociales enracinées dans un passé plus lointain<sup>53</sup>. L'opposition entre « eux » et « nous » était ainsi au cœur du discours des intellectuels dissidents pendant la période soviétique, en Bulgarie mais aussi dans le reste de l'Europe de l'Est. Et il devait précisément servir de soubassement à une stratégie d'opposition au pouvoir communiste qui passait par la valorisation de l'éthique personnelle en dehors, et parfois même contre, le champ politique (que l'on songe au titre que l'écrivain et dissident hongrois, György Konrad, avait donné à son ouvrage – *Antipolitics : An Essay* – publié en 1984). Plus encore, le rapport entre gouvernants et gouvernés que cette opprobre jetée sur le triomphe de l'intérêt politique particulier suggère en creux, renvoie à une conception fondamentalement prébendière du pouvoir qui s'inscrit dans une histoire du passage à la modernité étatique spécifique<sup>54</sup>. D'ailleurs ce n'est pas tant l'usage à des fins privées des biens publics qui est dénoncé, que la sélection, trop étroite, des bénéficiaires. Comme le souligne ce commentaire d'un serveur de restaurant de quarante-cinq ans, « *Avant, ils prenaient aussi à l'Etat ; mais ils nous en donnaient un peu à nous. (...) Mais, maintenant, ils ne pensent qu'à eux-mêmes. Ils gardent tout pour eux et rien pour nous* »<sup>55</sup>.

Ce qui semble avoir changé, en effet, et que la notion de « corruption » permet de faire passer au premier plan, est l'incapacité de la redistribution clientélaire à s'étendre jusqu'au citoyen ordinaire. L'altération est ici qualitative : les stratégies d'appropriation privée des ressources publiques ne sont pas dénoncées parce qu'elles enfreindraient la loi ou qu'elles contreviendraient à une compréhension légaliste et institutionnelle du politique. Elles le sont dans la stricte mesure où elles ne parviennent plus à maintenir un équilibre « juste » entre la consolidation de la base financière du leader politique – dont l'opulence est nécessaire à l'entretien de son autorité - et la distribution de biens aux électeurs gravitant

---

<sup>53</sup> Une analyse de ces représentations du politique dans la Bulgarie de l'après-1989 peut être trouvée dans Ragaru, Nadège, « Démocratie et représentation politique en Bulgarie », *Les Cahiers du CERI*, n° 19, 1998, 52 p.

<sup>54</sup> Entreprendre une exploration des représentations du pouvoir et de l'autorité dans la Bulgarie moderne dépasse le cadre de la présente étude. Une telle investigation reste à conduire. A l'heure actuelle, rares sont les travaux de sociologie historique consacrés aux premières décennies d'indépendance (après 1878) et aux legs de la période ottomane. Seuls des articles de polémistes et quelques romans donnent à voir les imaginaires du politique de l'époque. On peut songer, par exemple, au journal de l'historien bulgare, Simeon Radev (1879-1967), *Ranni spomeni* [Souvenirs de jeunesse], Sofia : Bălgarski Pisatel, 1969, ou encore aux écrits de Zahari Stojanov, *op.cit.*

<sup>55</sup> Entretien avec I., 45 ans, Plovdiv, 14 août 1999.

autour du cercle d'influence du leader. Du point de vue du citoyen ordinaire, ce à quoi la Bulgarie a assisté depuis 1989 est à un pillage généralisé des ressources.

Tout se passe comme si, désormais, seuls les réseaux les plus proches du gouvernement étaient irrigués. Et c'est exactement à ce niveau qu'est opérée une distinction entre le mode de régulation du système communiste et la démocratie. L'élection, dette que l'on contracte, doit être honorée. Or, elle ne l'est plus. En partie parce que les ressources publiques ont été réduites par la crise économique. En partie, aussi, parce que l'obligation morale n'est plus ressentie aussi vivement par les représentants de la puissance publique. Là encore, il y a corruption des mœurs et dans les reproches adressés à la classe dirigeante « corrompue » figure aussi souvent le sentiment d'avoir été abandonné par des responsables sans principes. *« Avant, tu connaissais le gars du Parti. Tu savais que tu pouvais l'appeler. On prenait un verre. Et il t'arrangeait les choses. Maintenant ils ne pensent qu'à se faire construire des maisons »*, s'afflige un exploitant agricole dans la cinquantaine<sup>56</sup>. En bref, les fondements de la concorde sociale ont été rompus. Là où la gestion des prébendes ne permet plus une régulation sociale, le leader politique est condamné : le corrompu est non pas celui qui a acquis des biens de manière illégale, mais celui qui a pris sans partage.

Liée à une perte de repères généralisée, l'aliénation par rapport aux détenteurs du pouvoir politique va jusqu'à s'inscrire dans une logique déterministe d'auto-dénigrement collectif : le problème, entend-on murmurer au fil des entretiens, n'est pas seulement l'essence corrompue du politique, mais plus tragiquement l'essence corrompue de « l'âme bulgare ». Dans une société où la psychologie nationale est souvent invoquée pour déchiffrer les dynamiques sociales, cette extension sémantique surprend à peine. Elle transparait, ainsi, dans certains commentaires désabusés sur les performances du gouvernement Saxe Cobourg-Gotha (juillet 2001-...). Ainsi, cet ouvrier du bâtiment déplore-t-il : *« ça ne va pas vraiment mieux chez nous depuis que le roi est là. Mais ce n'est pas de sa faute. Il est mal conseillé. (...) Ce n'est pas seulement un premier ministre qu'il faudrait faire venir de l'étranger. C'est une classe politique entière. Tant qu'on s'en remettra à des Bulgares, qu'ils aient été formés ici ou ailleurs, on aura les mêmes problèmes »*<sup>57</sup>.

La généralisation des réflexions sur la corruption traduit ainsi l'existence d'une crise de confiance dans l'ordre politique – crise bien réelle. Mais la prendre pour analyseur du

---

<sup>56</sup>Entretien avec G., 56 ans, Perušćica, 14 août 1999.

<sup>57</sup> Entretien avec K., 32 ans, Sofia, 14 avril 2002.

nouvel ordre social et politique n'est pas sans incidence sur le système émergent dans la mesure où, produit d'un mal-être socioéconomique, le déchiffrement des réalités sociales à travers le prisme de la corruption renforce, en retour, la désillusion des citoyens. Regardés à travers elle, les hommes politiques font figure d'oligarchie égoïste, sourde aux appels d'un « bon peuple » oublié. En contrepoint, grandit l'aspiration à une régulation politique providentielle qui saurait rendre au monde sa lisibilité normative. En dernier ressort, ce sont donc les incidences politiques d'une construction de la corruption comme « problème social » qui doivent être scrutées.

### ***3. Dénonciation de la corruption et crise de confiance politique : repenser la relation entre corruption et démocratie***

On se souvient que les programmes de lutte contre la corruption élaborés après 1997 avec le soutien des grandes organisations financières internationales et des fondations occidentales, partaient du postulat selon lequel la corruption contribuait à éroder la confiance des électeurs dans les processus démocratiques et qu'il convenait de la contrer en vue de garantir l'adhésion citoyenne aux régimes représentatifs est-européens. Pour ce faire, la société devait être convaincue du caractère inacceptable des pratiques délictueuses. C'est seulement à cette condition qu'elle romprait la relation corrupteur/corrompu en refusant de sacrifier au « rite » du pot-de-vin et, surtout, en cherchant à faire condamner les responsables politiques ou administratifs convaincus d'avoir pris part à des échanges corrompus.

Le moins que l'on puisse dire est que la stratégie de mise en alerte de l'opinion sur le développement des pratiques corrompues a réussi au-delà de toute espérance. Mais c'est au niveau du second volet du programme – l'endiguement du « fléau » et, surtout, le renforcement de l'engagement citoyen – que les répercussions n'ont, semble-t-il, pas suivi le sentier tracé. Et ce, pour trois raisons. Premièrement, la promotion du thème de la corruption a incidemment réactualisé des représentations sociales faisant de la politique une activité sale et des inégalités socio-économiques une anomalie, lesquelles se sont révélées peu propices à la légitimation du nouvel ordre politique. L'un des principaux défis du passage au pluralisme consistait, on le sait, à forger une idée du bien commun tout en reconnaissant l'existence d'intérêts sociaux distincts, voire conflictuels. Or, longtemps formulé sur un mode abstrait et globalisant, le discours des élites politiques avait progressivement intégré cette diversité sociétale qui interdisait de parler du « peuple » comme d'un tout homogène. De la

même façon, les catégories très morales dans lesquelles les affrontements politiques étaient pensés au début des changements (l'opposition bon/mauvais renvoyant à la distinction communistes/anticommunistes), avaient peu à peu été remplacées par des mises en débat de politiques publiques spécifiques. L'évolution était en phase avec les attentes d'une opinion, plus concernée par le chômage, la santé ou le développement local que par l'impureté originelle de l'ex-nomenklatura. Las, en proposant une saisie des enjeux sociaux fondée sur l'opposition normative entre les mauvais partis et le bon leader, la rhétorique de la corruption a favorisé un appauvrissement du débat public. Il suffit de considérer la stratégie électorale du candidat Siméon de Saxe Cobourg-Gotha en juin 2001 pour s'en convaincre. Dans sa campagne, un lien très étroit a été établi entre la dénonciation des pratiques corrompues du gouvernement UFD, le refus du jeu égoïste des partis et l'appel à un homme « moral » qui sache se mettre à l'écoute de ses sujets. Au passage, les partis apparaissent comme dispensables...

Ce qui nous conduit au second point. L'interprétation des enjeux contemporains à travers le filtre de la corruption a également nui à l'intériorisation des règles du jeu démocratiques en contribuant à délégitimer le politique comme lieu d'élaboration des réponses à la crise sociale. N'est-il pas porteur d'un appel à disqualification de la chose politique ? Car si les chefs de partis sont tous, par essence, corrompus, il va de soi que la gestion du pays ne dépend pas de la préférence donnée à un projet idéologique sur un autre. A quoi bon, dans ces conditions, se plier aux exigences participatives du vote ? Chercher à débattre de programmes ou à influencer la décision politique est vain. Il ne reste plus qu'à s'en remettre à une figure plébiscitaire dont les qualités personnelles serviront de rempart à toute « déformation politique ». En bref, on passe de choix de société à des choix de vertus.

On imagine assez ce que pareille analyse du politique peut avoir de démoralisant. Et tel n'est pas le moindre des paradoxes de la mobilisation internationale contre la corruption. S'il est possible que les atteintes à la probité publique décrédibilisent la démocratie, il semble en tout cas évident que la production d'un discours faisant de la corruption l'analyseur du fonctionnement politique a nourri le scepticisme des citoyens ordinaires envers la chose publique. Autrement dit, loin d'accroître les capacités de résistance d'une société participative, la vague anti-corruption a contribué à la crise de confiance généralisée dans les élites politiques. Et ce n'est sans doute pas un hasard si, après avoir vu dans l'ancien roi Siméon II un « sauveur » potentiel, les électeurs bulgares ont boudé les élections

présidentielles de novembre 2001 : seuls 41,6% des votants se sont déplacés au premier tour (et 54,9% au second), soit 21,7% de moins que lors du scrutin de 1996....

Y verra-t-on quelque ironie ? Au sein de la communauté internationale, il semblerait que l'on ait commencé à s'alarmer de ce désengagement citoyen. Et après avoir solidement financé une multitude de projets « anti-corruption », les bailleurs de fonds occidentaux semblent avoir trouvé un nouveau « problème social » à traiter: il s'agit dorénavant de lutter contre l'apathie électorale...Il reste à espérer que cette fois-ci au moins, le remède ne sera pas plus destructeur que le mal qu'il entend éradiquer.